



HAL
open science

Double démission au sein du gouvernement Abe : retour sur quelques scandales récents

Xavier Mellet

► **To cite this version:**

Xavier Mellet. Double démission au sein du gouvernement Abe : retour sur quelques scandales récents. Japan analysis, 2014, pp.29 - 38. hal-03429912

HAL Id: hal-03429912

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03429912>

Submitted on 16 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

REPÈRES

5. Double démission au sein du gouvernement Abe : retour sur quelques scandales récents

- **XAVIER MELLET**

L'auteur tient particulièrement à remercier Sophie Buhnik et Arnaud Grivaud pour leurs remarques et les échanges auxquels la relecture de cette analyse a donné lieu.

Le mois d'octobre 2014 a vu ressurgir un vieux démon de la politique japonaise. En quelques jours, plusieurs « scandales » (*sukyandaru*) sont venus éclabousser publiquement trois ministres du gouvernement libéral-démocrate d'Abe Shinzō (PLD), entraînant la démission rapide de deux d'entre eux. Le 20 octobre, la ministre de l'Économie, Obuchi Yūko, ainsi que la ministre de la Justice, Matsushima Midori, démissionnent simultanément. La première en raison de la révélation de dépenses personnelles faites avec des fonds politiques ; la seconde en raison de la distribution illégale de produits dérivés. Fille de l'ancien Premier ministre Obuchi Keizō (2000), la ministre de

l'Économie est remplacée par Miyazawa Yoichi, neveu de l'ancien Premier ministre Miyazawa Kiichi (1991-1993)⁵⁶. Or, trois jours après son entrée en fonction, celui-ci est atteint par deux révélations : il aurait reçu des fonds d'une entreprise détenue à majorité par des propriétaires étrangers, ce qui est interdit, et aurait utilisé des fonds de son parti pour payer une soirée dans un bar « sadomasochiste ». Il n'a cependant pas démissionné.

Il n'en fallait pas moins pour affaiblir les efforts consentis par Abe Shinzō et son gouvernement en termes de communication, depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2012. Alors qu'entre 2006 et 2012, aucun Premier ministre n'était parvenu à rester en poste plus d'une année, en raison d'une popularité en rapide chute⁵⁷, Abe Shinzō était parvenu, pour sa seconde tentative⁵⁸, à conserver une popularité relativement forte pendant près de deux ans. Il doit en grande partie cette prouesse à un ambitieux programme de relance économique labélisé « *abonomics* » par tous les acteurs de la communication politique. Son assise confortable l'a fait résister à ces scandales, mais sa popularité a connu une chute d'environ dix points⁵⁹.

⁵⁶ La presse a parlé d'un cabinet étiquette (*kanban naikaku*) : « Continuation du 'Cabinet étiquette' après les démissions, avec l'appui du Premier ministre » ('Kanban kakuryō' aitsugi jinin, shushō no ninmei sekinin tsuikyū e), *Yomiuri shimbun*, 20 octobre 2014.

⁵⁷ À l'exception de Kan Naoto qui est resté en poste quinze mois en raison de la catastrophe de Fukushima. Cf. Xavier Mellet, « Les répercussions politiques du 11 mars », *Les dossiers du Ceri*, juin 2012.

⁵⁸ Il avait été Premier ministre entre 2006 et 2007.

⁵⁹ Un sondage du *Yomiuri shimbun* plaçait la popularité du gouvernement à 53 % quelques jours après les scandales, c'est-à-dire à un niveau équivalent à la période précédant le remaniement de septembre. « Le taux de soutien tombe à 53 %, et pour 76 % des sondés, Madame Obuchi doit s'expliquer à la Diète » (*Naikaku shiji-ritsu geraku 53-pāsento 'Obuchi-shi kokkai de setsumei o' 76-pāsento honsha*

Le coup est dur en termes d'images, pour deux raisons. D'une part, les deux principales ministres concernées sont des femmes, symbolisant la volonté du gouvernement d'accorder aux femmes une place plus importante dans le monde économique et décisionnel (les « womenomics »)⁶⁰. D'autre part, il fait revenir sur le devant de la scène l'éternel problème des « politiciens et de l'argent » (*seiji to kane*), alors que les discours du Premier ministre défendent un changement du Japon à tous les niveaux, y compris celui-ci. « *Le 'nouveau PLD' perd des couleurs* » titrait ainsi le *Tōkyō shimbun* le jour du scandale Obuchi⁶¹.

Cet article revient sur ces scandales et propose d'analyser ce qu'ils nous enseignent sur la situation politique actuelle. Nous décrivons d'abord les événements en précisant leurs traits communs ; puis nous les resituerons brièvement dans une histoire plus large afin de constater l'importance du « scandale » dans la politique japonaise ; et nous expliquerons enfin les raisons et les fonctions remplies par les scandales au sein de la vie politique japonaise. Leurs fréquences et leurs effets ne sont pas un hasard et dépendent du mode de régulation interne aux grands partis autant que du fonctionnement des médias japonais.

Quand le passé ressurgit

Les événements se sont donc déroulés en deux temps. D'abord, le « double scandale » a frappé Obuchi Yūko et Matsushima Midori, entraînant une double démission. Ensuite, le *seronchōsa*, *Yomiuri shimbun*, 26 octobre 2014.

⁶⁰ Voir la contribution d'Amélie Corbel sur ce sujet : « Le gouvernement Abe et la question de l'égalité hommes-femmes : 'vers une société où les femmes resplendissent' », *Japan Analysis*, n° 34, juillet 2014.

⁶¹ « Le 'nouveau PLD' perd des couleurs, démission inhabituelle de deux membres du gouvernement » (Iroaseta 'atarashii jimin' kakuryō irei no daburu jinin), *Tōkyō shimbun*, 21 octobre 2014.

nouveau venu Miyazawa a été victime de deux scandales en même temps.

Obuchi Yūko était, depuis sa nomination, le 3 septembre, l'une des ministres les plus en vue du gouvernement. Les médias la présentaient comme une potentielle « premier ministrable »⁶². Cette jeune femme (de 40 ans seulement) incarnait le mieux le changement promis par son gouvernement. Les faits qui lui ont été reprochés sont classiques. Son organisation politique a offert à certains de ses partisans des places de théâtre pour un montant total d'environ 26 millions de yens (184 000 euros environ⁶³, entre 2010 et 2011⁶⁴. Madame Obuchi a de plus utilisé environ 10 millions de yens (près de 70 700 euros) pour acheter des produits de luxe dans des grands magasins, entre 2007 et 2012, sans doute en vue de faire des cadeaux à ses soutiens. Elle a en outre, depuis 2008, dépensé 3,62 millions de yens (soit 25 600 euros) dans une boutique de vêtements appartenant à son beau-frère. Un anonyme a confié avoir reçu, en guise de remerciement pour son aide, deux bouteilles de vin – du blanc et du rouge – à l'effigie de Madame Obuchi⁶⁵.

⁶² « Regard sur trois années de PLD sous Abe (5), un rival à l'élection du président du parti » ('Seiji no genba' Abe Jimin 3-nen-me (5) sōsai-sen taikō-ba wa izu ko), *Yomiuri shimbun*, 5 octobre 2014.

⁶³ Selon le taux de conversion yen-euro de janvier 2015, 1 euro a une valeur équivalente à 141,5 yens.

⁶⁴ 7,42 millions de yens ont été payés par les participants, mais 33,84 millions ont été dépensés au théâtre Meiji à Tokyo, ce qui laisse un écart de 26,42 millions de yens comblé par les fonds politiques. Source : « Problème des fonds politiques de Madame Obuchi, une explication détaillée est attendue » (Obuchi-shi shikin mondai jittai kaimei to teineina setsumei o isoge), *Yomiuri shimbun*, 18 octobre 2014.

⁶⁵ « Du côté de Madame Obuchi, du vin aux électeurs, suspicion de transgression de la loi électorale » (Obuchi-shi-gawa yūkensha ni wain jimoto jimusho kōsenhō ihan no utagai),

La raison expliquant la démission de Matsushima Midori semble moins grave. Celle-ci a fait diffuser 21 980 éventails à son effigie lors d'événements publics, tels des festivals, entre 2012 et 2014, hors des périodes autorisées pour les campagnes électorales, pour une valeur d'environ 1,75 million de yens (12 370 euros)⁶⁶. Un fait mineur, mais illégal. Il n'en fallait pas moins pour voir mis en scène le « double scandale » et la voir devenir la cible du Parti démocrate du Japon (PDJ), principal parti d'opposition.

Miyazawa Yōichi, de son côté, a été contraint d'admettre avoir payé la somme de 18 300 yens (environ 130 euros) dans un bar sadomasochiste, avec ses fonds politiques, en 2010⁶⁷. La faible somme engagée rend le fait mineur. Miyazawa lui-même explique ne pas s'être rendu là personnellement, mais avoir confié la gestion de l'événement à son secrétaire local. Il a également dit avoir ignoré la nature de ce bar. Le mal était pourtant déjà fait, aussi bien dans les médias traditionnels que dans les tabloïds. « *Les plus enthousiastes étaient amenés à participer* » explique le *Japan Times* le jour de cette révélation⁶⁸. La blogosphère japonaise s'est évidemment emparée de l'événement, et la presse a cherché à en savoir davantage sur cet étrange bar⁶⁹. Le secrétariat local de Miyazawa Yōichi,

Tōkyō shimbun, 22 octobre 2014.

⁶⁶ « La ministre de la Justice rougit devant les accusations de violation de la loi électorale » (Justice minister red-faced over alleged election law violation), *The Japan News*, 18 octobre 2014.

⁶⁷ « Le coût de la 'réunion Miyazawa' dans un bar SM assumé par les fonds de l'association politique du ministre de l'Économie » (SM bā ni `Miyazawa-kai` seiji katsudōbi keisan-shō no shikin kanri dantai), *Tōkyō shimbun*, 23 octobre 2014.

⁶⁸ « New trade chief slapped by S&M scandal after only three days on job », *The Japan Times*, 23 octobre 2014. « *Enthusiasts are invited to join in* ».

⁶⁹ « Media whips up fuss over S&M bar claim », *The Japan Times*, 1^{er} novembre 2014.

installé à Hiroshima, a par ailleurs reçu une donation de 40 000 yens (283 euros) de la part d'une entreprise détenue en majorité par des étrangers, entre 2007 et 2008, ce qui est strictement interdit par la loi électorale⁷⁰.

Les trois personnes concernées ont effectué leur mea culpa dans les règles, en insistant sur la volonté de résoudre les problèmes et d'aller de l'avant. Les exemples du Premier ministre et d'Obuchi Yūko suffisent à présenter ce point. Le Premier ministre Abe s'est excusé, indiquant qu'il était « *pleinement conscient de [sa] responsabilité, dans la mesure où [il les avait lui-même] nommés* », avant d'effectuer un appel à l'action. « *Je ferai de mon mieux pour résoudre ces problèmes. Il ne doit y avoir aucun délai dans l'accomplissement de notre politique* »⁷¹. Madame Obuchi a pareillement insisté sur sa volonté d'agir contre ces mauvaises pratiques. « *Aucun délai ne doit être autorisé dans la mise en place des politiques économiques et énergétiques. Je vais démissionner comme membre du cabinet et mener des investigations sur les comportements suspects* ». Elle a reconnu que du vin avait été utilisé dans sa circonscription, sans que ce soit directement par elle, et a promis de mener des investigations⁷².

Pour résumer, ces événements ont en commun d'avoir été révélés peu de temps après la nomination des personnes accusées ; mais aussi d'avoir eu lieu bien longtemps

⁷⁰ « Problème de financement politique, améliorons l'efficacité des rapports d'audit » (Seiji shikin mondai hōkoku-sho kansa no jikkō-sei o takameyo), *Yomiuri shimbun*, 30 octobre 2014.

⁷¹ « 'Profondes excuses' du Premier ministre après la démission des ministres de l'Économie et de la Justice » (Obuchi keisan-shō to Matsushima hōshō jinin, shushō `fukaku owabi`), *Yomiuri shimbun*, 20 octobre 2014.

⁷² « Du côté de madame Obuchi, du vin aux électeurs, suspicion de transgression de la loi électorale », *op. cit.*

avant ces nominations. Ils ont aussi pour particularité d'illustrer des pratiques courantes dans la politique japonaise.

Présence et diversité des scandales politiques

Le scandale trouve son origine étymologique dans la pratique religieuse⁷³, mais de nos jours, et particulièrement au Japon, il constitue surtout un événement politique. Un événement est défini comme scandale lorsqu'est rendue publique une pratique moralement et/ou juridiquement condamnable mise en oeuvre par un personnage politique, y compris si celle-ci a eu lieu des années auparavant. Le scandale diffère de la notion d'affaire dans la mesure où il ne touche pas un groupe ou une institution de manière systémique et se cantonne à un coupable qu'il faut sacrifier⁷⁴. Ce dernier fait office de bouc émissaire, et son sacrifice ritualisé sur la scène médiatique remplit la fonction de purification de la communauté en rappelant les valeurs morales auxquelles celle-ci est attachée⁷⁵.

Ce type de scandale est en effet devenu monnaie courante dans la politique japonaise. Les citoyens y sont habitués au moins depuis le début des années 1990, avec les spectaculaires affaires Recruit-Cosmos (1988) et Sagawa-kyūbin (1991)⁷⁶, qui inaugurent

⁷³ Le scandale, soit le fait d'entraîner autrui à commettre un péché, est prohibé par le cinquième commandement du Décalogue.

⁷⁴ De Blick Damien et Lemieux Cyril, « Le scandale comme épreuve », *Politix*, n° 71, 2005.

⁷⁵ Selon la définition canonique de Max Gluckman dans son ouvrage *Gossip and scandal*, paru en 1963 aux éditions Bobbs-Merrill. Les trois fonctions du scandale énoncées dans ce livre sont : rappeler les valeurs communes, consolider le groupe, et animer la compétition sociale.

⁷⁶ L'affaire Recruit-Cosmos avait consisté en un délit d'initié à grande échelle au sein de la classe politique. Puis l'affaire Sagawa-kyūbin avait révélé

une période de publicisation régulière de scandales en même temps que le début de la crise de la décennie perdue. Éclatent désormais plusieurs scandales par an, et vingt d'entre eux ont conduit à une démission de ministre durant les quatorze dernières années. Nous en proposons un tableau récapitulatif à la fin de cet article⁷⁷. Le premier gouvernement Abe, en 2006-2007, avait été particulièrement concerné, avec cinq cas environ sur une année.

De nombreux politiciens japonais ont été touchés. Il est arrivé que ce soit dans un délai très rapide pour les nouveaux ministres, et le cas de Miyazawa Yoichi n'est pas isolé. En septembre 2008, le ministre de la Construction libéral-démocrate, Nakayama Nariaki, a dû quitter son poste au bout de quatre jours en raison de deux malheureuses phrases, l'une à l'égard du syndicat enseignant Nikkyōso, l'autre portant sur l'unicité ethnique du peuple japonais. En septembre 2011, Hachiro Yoshio, ministre démocrate de l'Économie, a dû démissionner au bout de huit jours en raison de propos manquant de respect à l'égard des victimes de la catastrophe de Fukushima.

Un scandale peut avoir diverses conséquences pour l'homme politique. Si Miyazawa Yoichi a pu laisser passer l'orage, un ministre concerné est généralement contraint à la démission. Cela n'empêche pas un retour au premier plan à moyen terme. Fukuda Yasuo est ainsi devenu Premier ministre en 2007 après avoir été affecté par un scandale en mai 2004. Kamei Shizuka a pu également devenir ministre démocrate en 2009, bien qu'il eût admis en août 2003 avoir reçu un financement de Kajiyama Susumu, affilié à la puissante

un trafic d'influence qui a bénéficié à un très grand nombre de parlementaires PLD, ainsi qu'à certains de l'opposition socialiste.

⁷⁷ « Le 'nouveau PLD' perd des couleurs, démission inhabituelle de deux membres du gouvernement », *op. cit.*

famille yakuza Yamaguchi-gumi. Ce type de situation se produit aussi dans la vie politique française. En France, Alain Juppé, condamné par la justice en 2003, est aujourd'hui l'un des favoris à l'élection présidentielle de 2017.

Sur ce marché concurrentiel schumpétérien qu'est la démocratie⁷⁸, c'est dans tous les cas le capital le plus précieux de l'entrepreneur politique qui est atteint par le scandale : la réputation. Celle-ci est en effet devenue « *la variable clé de la production de la confiance* ». Dans la politique traditionnelle, la confiance venait du fait d'appartenir à un parti, aujourd'hui « *c'est la réputation qui constitue la principale médiation organisatrice de la confiance. Elle est en quelque sorte devenue le dépôt de garantie de l'homme politique* »⁷⁹. Pour un homme ou une formation politique, la réputation représente donc un bien fragile et fluctuant. Lorsqu'il était au gouvernement, entre 2009 et 2012, le Parti démocrate du Japon (PDJ) en a beaucoup souffert. Beaucoup de ses dirigeants s'étaient englués dans un cycle scandale-démission-retour et ne pouvaient qu'inspirer difficilement confiance au citoyen. Ce fut par exemple le cas du ministre de la Justice, Keishū Tanaka, contraint de démissionner après la révélation de ses liens avec des yakuzas⁸⁰.

Les scandales politiques possèdent une dimension tout autant morale que juridique. Sur un plan strictement moral, un homme politique peut être inquiété pour une phrase qu'il a prononcée autant que pour

⁷⁸ L'économiste Schumpeter définit la démocratie comme un marché où des entrepreneurs politiques se livrent une compétition pour des votes. Schumpeter Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1990.

⁷⁹ Rosanvallon Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Éditions du Seuil, collection Points, 2006, p. 53-54.

⁸⁰ Il était resté en fonction environ trois semaines, du 1^{er} au 23 octobre 2012.

un événement auquel il a participé. Les propos tenus par les ministres Nakayama et Hachiro sont de ce point de vue critiqués au même titre que la soirée sadomasochiste de Monsieur Miyazawa, ou l'ivresse du ministre des Finances libéral-démocrate, Nakagawa Shōichi, lors d'une conférence de presse, pendant une réunion du G7 en février 2009. Dans un registre plus juridique, le scandale peut provenir d'un financement illégal. À l'instar de Miyazawa Yōichi, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement démocrate, Maehara Seiji, avait été contraint à la démission en raison d'une donation d'un résident sud-coréen, en mars 2011. Kan Naoto et Noda Yoshihiko, deux anciens Premiers ministres de ce parti, avaient aussi été inquiétés pour la même raison. Le scandale peut également provenir des multiples cadeaux que les politiciens japonais offrent à leurs partisans, comme les éventails de Matsushima Midori. Il est pour cette raison imbriqué dans la vie politique japonaise.

Scandale politique et crise de la démocratie japonaise

Si les événements récents sont condamnables moralement ou juridiquement, il est probable que ceux-ci soient, plus encore que le scandale, *business as usual* dans une vie démocratique habituée au clientélisme organisé. Dans le contexte japonais, la plupart des députés ont longtemps disposé d'une association de soutien local nommée *kōenkai*, structurée autour d'un noyau dur et construite en réseau, de manière à développer un puissant maillage de sa circonscription électorale. Cette structure est l'héritage d'une époque où, entre 1946 et 1994, les députés s'étaient répartis géographiquement dans les circonscriptions afin d'y réaliser un clientélisme intensif sans trop se concurrencer⁸¹. L'homme

⁸¹ Le mode de scrutin alors en vigueur était uninominal à un tour. Chaque circonscription pourvoyait entre deux et six sièges à la chambre

politique, au cœur de ce réseau social, se devait de connaître les noms de ses adjutants, de contribuer financièrement à leurs mariages, anniversaires...⁸².

Les trois scandales qui nous concernent sont liés à cette pratique politique. Le voyage à Tōkyō accompagné de cadeaux, proposé par Obuchi Yūko à ses fidèles est un événement auquel s'adonnent tous les députés. La distribution d'éventails, telle que celle effectuée par Matsushima Midori, fait partie des nombreuses ressources traditionnellement mobilisées par tout élu pour renforcer sa présence locale, tout comme l'action consistant à récompenser et à renforcer ses équipes par des soirées arrosées dans des restaurants, qu'a choisie monsieur Miyazawa. Offrir à boire dans des bars est une pratique courante dans n'importe quelle entreprise, où tout chef de section dispose d'un capital pour favoriser par ce biais le *team building*. La frontière entre le clientélisme habituel et le clientélisme illégal se révèle floue. Par conséquent, tout politicien japonais, par son existence même à la Diète ou dans un gouvernement, prête le flanc au scandale. Cela relève de la confrontation entre une conception de la transparence de la vie politique comme condition du bon fonctionnement de la démocratie, et le recours

basse, ce qui obligeait les candidats d'un même parti à s'affronter dans la même circonscription électorale. En conséquence, les députés PLD se sont divisés l'espace de façon à ne faire campagne que sur de petites portions de territoire, limitant par-là les guerres fratricides. Ils étaient devenus des « députés 10 % », selon l'expression de Jean-Marie Bouissou, car 10 % du corps électeur leur suffisait souvent pour être élus. Bouissou Jean-Marie, *Quand les sumos apprennent à danser. La fin du modèle japonais*, Fayard, 2003.

⁸² Bouissou Jean-Marie, « La convivialité comme antidote au conflit ? Une étude des associations de soutien des politiciens japonais », in Bouissou Jean-Marie (dir.), *L'envers du consensus. Les conflits et leur gestion dans le Japon contemporain*, Presses de Sciences Po, 1997.

pratique à des instruments de pouvoir qui sont hérités ou coutumiers, et à ce titre considérés avec plus ou moins de sincérité comme naturels par les hommes politiques.

La fréquence des scandales nous renseigne également sur la fonction des médias au sein de la démocratie japonaise. Les médias japonais tendent à miner la crédibilité de la classe politique, en accordant de l'importance à des pseudo-événements sur des élu(e)s déjà pris en défaut et marginalisés. Le besoin des médias de produire du scandale contribue à l'éloignement du peuple vis-à-vis de ses représentants et à la « découverte » récente de scandales. Edano Yukio, porte-parole du PDJ, a lui aussi été éclaboussé par un oubli de déclaration de dépenses politiques à une hauteur de 24 millions de yens (à peu près 70 000 euros) en 2011. L'ancien ministre de l'Environnement PLD Mochizuki Yoshio avait fait passer 6,6 millions de yens (46 600 euros) de dépenses politiques, en cadeaux de nouvelle année, entre 2008 et 2009⁸³. Le PDJ étant concerné au même degré, Abe avait d'ailleurs proposé un « cessez-le-feu »⁸⁴, avant de décider la dissolution de la Diète le 18 novembre 2014. Dès qu'un scandale est lancé, les médias tendent à exiger la démission du politicien mis en cause. Ils prennent à l'occasion, dans leurs éditoriaux, la posture de moralisateur normatif, indiquant ce que les politiques devraient faire, prenant le parti du peuple qui exige des explications du gouvernement⁸⁵. Ils sont juges et parties en se

⁸³ « Problème de financement politique, améliorons l'efficacité des rapports d'audit », *op. cit.*

⁸⁴ « Le parti démocrate critique le gouvernement à la commission budgétaire de la chambre basse, excuses du Premier ministre » (Shūin'yosan'i yatō kakuryō no shishitsu tsuikyū shushō `owabi` minshu ni wa hanron), *Yomiuri shimbun*, 31 octobre 2014.

⁸⁵ Des sondages ont montré qu'après les événements, 76 % des sondés souhaitaient une explication du gouvernement sur le scandale Obuchi. « Le taux de soutien tombe à 53 %, et pour 76 %

nourrissant d'une défiance très forte dans leur lectorat, qu'ils tendent à accentuer.

Si les faits sont relativement mineurs, et surtout anciens, comment se fait-il qu'ils soient apparus dans les médias une fois ces ministres entrés en fonction ? Le fait que les scandales atteignent simultanément les deux femmes les plus puissantes et les plus emblématiques du nouveau gouvernement n'est à l'évidence pas anodin. Si les attaques sont d'abord parties des membres de l'opposition⁸⁶, il est probable que les luttes internes au PLD n'y soient pas étrangères. Des caciques du parti ont pu voir d'un mauvais œil les fameux *womenomics*, emmenés par des jeunes femmes dynamiques et ambitieuses telles qui menaçaient de les ringardiser en même temps que de diminuer leur influence. En raison de la banalité des pratiques pouvant donner lieu à scandale, les participants du jeu politique sont intimement liés par leurs connaissances, et tout politicien s'aliénant un nombre trop important de ses confrères risque de voir émerger un scandale à son sujet.

Or, la destruction d'une réputation individuelle peut avoir des effets sur l'ensemble d'une classe politique. Sans opposition forte et structurée face à lui depuis sa victoire en décembre 2012, le PLD d'Abe Shinzō est libre d'appliquer la politique qu'il souhaite. Par conséquent, désormais, le meilleur ennemi du parti majoritaire se trouve en lui-même, dans sa communication politique et ses rapports de force interne. Tels les deux belligérants du *Duel au gourdin* peint par Goya, s'affrontant

Madame Obuchi doit s'expliquer à la Diète », *op. cit.*
« Deux femmes démissionnent du gouvernement, il est urgent de rétablir la stature du gouvernement » (Josei 2 kakuryō jinin sakkyū ni seiken no taisei o tatenaoe), *Yomiuri shimbun*, 21 octobre 2014.
« Problème des fonds politiques de Madame Obuchi, une explication détaillée est attendue », *op. cit.*

⁸⁶ « La ministre de la Justice rougit devant les accusations de violation de la loi électorale », *op. cit.*

dans des sables mouvants⁸⁷, les principaux membres du parti se livrent une bataille interne qui tend *in fine* à affaiblir l'ensemble de la classe politique. Le PLD se retrouve ainsi malgré lui en position de garant de la légitimité de toute la classe politique.

Jusqu'à présent, la popularité du gouvernement ne semble dépendre que de deux facteurs : la réussite ou l'échec de la politique économique ; l'émergence ou non de scandales politiques. Les discours des opposants ne semblent pas avoir d'influence, et ceux-ci ne peuvent pour l'instant qu'attendre du parti majoritaire qu'il « *marque contre son camp* » (*own goal*)⁸⁸. La politique japonaise ne possède pas l'équivalent du Front national français, c'est-à-dire de parti cherchant à récupérer les voix de tous les électeurs mécontents qui ne font plus confiance aux principaux partis. Au Japon, à l'inverse, cette défiance se traduit par un désintérêt pour la politique qui, au lieu de porter le risque d'une révolution, renferme le risque d'un immobilisme, à terme négatif pour le pays. Au Japon, les entrepreneurs politiques tendent à quitter les partis principaux pour fonder de nouveaux partis, et tentent ensuite de réaliser des alliances de circonstance, qui à quelques exceptions près ne suscitent pas une adhésion massive.

Le retour du scandale politique en octobre dernier semble par conséquent illustrer la fin du long état de grâce du gouvernement. Les *abenomics* commencent à s'essouffler à l'approche du noyau dur constitué par la « troisième flèche », à savoir les réformes structurelles⁸⁹, et le pays est depuis début

⁸⁷ Serres Michel, *Le contrat naturel*, Flammarion, collection Champs, 1992.

⁸⁸ Itō Toshiyuki, « Comment se sont délités les partis d'oppositions » (Yatō ga saryū-ka shita wake Itō Toshiyuki), *Chūōkōron*, octobre 2014.

⁸⁹ Voir la contribution de Jean-Yves Colin, « Les *Abenomics*, 18 mois après », *Japan Analysis*, n° 35,

novembre entré en récession. Si de nouveaux scandales émergent, il est probable que tous les efforts consentis jusqu'alors par le gouvernement pour rester populaire paraissent alors vains, sans que l'opposition n'ait de rôle à jouer. Ce constat de déclin relatif, couplé à la restructuration en cours des oppositions, l'a finalement incité à décider d'une dissolution de la chambre basse, après avoir écouté les conseils de membres du parti⁹⁰, alors même qu'il possédait une large majorité. Cette nouvelle élection, fondée sur ce calcul tactique, ne suscitera pas l'enthousiasme de l'électorat mais permettra au Premier ministre de mieux s'armer pour faire face aux éventuels scandales futurs.

octobre 2014.

⁹⁰ « Débat sur une dissolution au PLD, 'C'est le moment, le plus tôt est le mieux' » (Jimin ni sōki kaisan-ron 'jiki wa imada, hayai hodo ii'), *Yomiuri shimbun*, 30 octobre 2014.

Les démissions de ministres entre janvier 2002 et octobre 2014

(Source : *Tōkyō shimbun*, 21 octobre 2014)

Date	Gouvernement	Nom du ministre et ministère	Raison de la démission
janvier 2002	Koizumi	Tanaka Makiko – Affaires étrangères	Désaccord avec le Premier ministre
mars 2003		Ōshima Tadamori – Agriculture	Trafic d'influence envers une entreprise de travaux publics et un institut médical
mai 2004		Fukuda Yasuo – Secrétariat du cabinet	Fraude à la caisse de retraite
août 2005		Shimamura Yoshinobu – Agriculture	Opposition à la privatisation de la poste
décembre 2006	Abe I	Sata Gen.ichirō – Réforme	Donation financière excessive d'une entreprise
mai 2007		Matsuoka Toshikatsu – Agriculture	Suicide après dépenses illégales de fonds politiques
juillet 2007		Kyūma Fumio – Défense	Propos tenus sur le bombardement atomique
août 2007		Akagi Norihiko – Agriculture	Fraude aux dépenses politiques
septembre 2007		Endō Takehiko – Agriculture	Fraude à la mutuelle
septembre 2008	Fukuda	Ōta Seiichi – Agriculture	Incident du riz contaminé
	Asō	Nakayama Nariaki – Construction	Propos tenus contre le syndicat enseignant et sur l'unicité ethnique des japonais
février 2009	Asō	Nakagawa Shōichi – Finances	Ivresse en conférence de presse au G7
juin 2009		Hatoyama Kunio – Affaires intérieures	Désaccord avec le gouvernement sur la direction de Japan Post holdings
janvier 2010	Hatoyama	Fujii Hirohisa – Finances	Problèmes de santé
mai 2010		Fukushima Mizuho – Égalité des sexes	Désaccord sur la base de Futenma

juin 2010	Kan	Kamei Shizuka – Réforme postale	Rupture d'une alliance entre partis politiques
novembre 2010		Yanigada Minoru – Justice	Eviter une motion de censure de la chambre haute (en raison de propos tenus)
mars 2011		Maehara Seiji – Affaires étrangères	Financement venu d'un étranger
juillet 2011		Matsumoto Ryū – Reconstruction	Propos tenus sur la catastrophe de Fukushima
septembre 2011	Noda	Hachiro Yoshio – Economie	Propos tenus sur la catastrophe de Fukushima
septembre 2012		Matsushita Tadahirō – Finances	Suicide
octobre 2012		Tanaka Keishū – Justice	Financement venu d'un étranger
octobre 2014	Abe II	Obuchi Yūko - Economie	Utilisation illégale des fonds politiques
		Matsushima Midori – Justice	Distribution illégale d'éventails